

Olivier Le Cour Grandmaison revient dans ce texte sur la visite d'Emmanuel Macron en Algérie et sur la politique dite des « petits pas » effectués par le président français, salués avec enthousiasme par les coryphées qui l'entourent. Il montre combien ses déclarations demeurent partielles et partiales, laissant toujours dans l'ombre des réalités qu'il se refuse à nommer et à reconnaître de façon précise, esquivant notamment la reconnaissance par l'État des crimes de guerre et des crimes contre l'humanité commis par la France en Algérie et dans les autres régions de l'empire.

Ce texte a été publié sur le [blog Mediapart](#) du politiste Olivier Le Cour Grandmaison, auteur de nombreux livres sur le colonialisme et le racisme colonial, dont « [Ennemis mortels](#) ». [Représentations de l'islam et politiques musulmanes en France à l'époque coloniale](#) (La Découverte, 2019). Il a également dirigé avec Omar Slaouti le livre [Racismes de France](#) (La Découverte, 2020).

« Nous avons réduit les établissements charitables, laissé tomber les écoles, dispersé les séminaires. Autour de nous les lumières se sont éteintes, (...) nous avons rendu la société musulmane beaucoup plus misérable, plus désordonnée, plus ignorante et plus barbare qu'elle n'était avant de nous connaître » (**A. de Tocqueville**, *Rapport sur l'Algérie*, 1847)

« La situation coloniale et la guerre ont soumis la société algérienne à une véritable déculturation. Les regroupements de la population, l'exode rural et les atrocités de la guerre ont précipité en l'aggravant le mouvement de désagrégation culturelle en même temps qu'ils l'ont étendu aux régions relativement épargnées jusque-là (...). Expérience catastrophique de chirurgie sociale, la guerre a fait table rase d'une civilisation dont on ne pourra plus parler qu'au passé » (**P. Bourdieu**, 1958)

Les amateurs d'éléments de langage rebattus, de formules creuses, de phrases ronflantes et de clichés, élaborés par les scribes de l'Élysée et répétés *ad nauseam* lors du dernier voyage officiel d'Emmanuel Macron en Algérie, auront été servis. Les relations entre ce pays et la France depuis 1830 ? Une « histoire commune », « d'amour » même avec « sa part de tragique » qu'il faut « regarder en face » et « sans tabou ». Les buts de cette visite ? « L'amitié », bien sûr, après quelques menues fâcheries désormais oubliées, ce qui permet « de se réconcilier » et de sceller « un partenariat renouvelé » et forcément ambitieux.

À cela s'ajoute la volonté de rencontrer « la jeunesse » pour mieux se tourner vers « l'avenir » puisque, comme chacun le sait, en Algérie et en France, c'est elle qui demain l'écrira librement dans la joie et l'allégresse. N'oublions pas la déclaration finale qui clôt, selon la fable élaborée pour la circonstance, une admirable romance politico-personnelle. Décidée de façon inopinée, cela va de soi, en raison de « l'enthousiasme » suscité par ces trois jours de visite, et de « l'intimité » qui unit désormais ces deux présidents, on peut lire dans cette déclaration que les deux pays « renouvellent leur engagement à inscrire leurs relations dans une dynamique de progression irréversible. »

Sublime sommet de rhétorique étatique, extatique aussi, confortée par de multiples mises en scène et photos officielles d'embrassades, d'effusions réciproques et de déambulations main dans la main destinées à sceller la énième réconciliation du prétendu couple franco-algérien dont nul n'ignore les relations tumultueuses, pour le moins.

Aux esprits chagrins et sordidement matérialistes, qui suspectent que des considérations

gazières, économiques, sécuritaires et géopolitiques ont déterminé ce voyage, le président français a répondu, en substance, avec la hauteur qui sied à ses fonctions et à ses nobles ambitions internationales qu'il n'en était rien ou peu s'en faut. Il s'est agi, d'abord et avant tout, de faire rayonner la France en Algérie, d'œuvrer à la réconciliation des « mémoires » et de renforcer comme jamais la collaboration entre les deux rives de la Méditerranée. De là, aussi, une imposante délégation composée, entre autres, « d'amis de l'Algérie », selon l'expression consacrée, destinés à apporter à ce voyage l'indispensable supplément d'âme intellectuel et culturel, caractéristique de la passion française pour les choses de l'esprit si chères au chef de l'État, bien sûr.

Celui qui a exercé les fonctions ministérielles que l'on sait, aujourd'hui inamovible président de l'Institut du monde arabe, Jack Lang, en était. Réputé ardent défenseur de la liberté d'expression et de création, d'autant plus volubile qu'en ces matières ses déclarations se conforment à la raison d'État, il a observé un silence religieux sur les violations multiples et « délibérées »¹ des droits humains par les autorités algériennes, et sur le sort des prisonniers politiques incarcérés et parfois lourdement condamnés en raison de leur participation aux manifestations du Hirak. De même sur les atteintes systémiques à la liberté de la presse constatées et dénoncées, entre autres, par Reporters sans frontières (RSF) et Karim Kebir du quotidien *Liberté*, journal aujourd'hui disparu².

Le très ondoyant Arnaud Montebourg, politiquement s'entend, qui parle fort bien le sociolecte de l'Élysée, et quelques universitaires se sont comportés de façon identique. Comme les décorations, ces « hochets d'orgueil » inventés par Napoléon pour tenir les hommes et multiplier le nombre de ses obligés, participer à des voyages officiels exige d'être en cour et de le demeurer. De là les compromissions et les mutismes scandaleux de ces invités et de nombreux autres pour jouir du plaisir narcissique d'en être, de fréquenter les supposés « grands de ce monde » et de participer, croient-ils, à l'écriture d'une page d'histoire.

Pourtant, certains se sont montrés bavards non pour dénoncer la situation précitée mais pour se muer en fidèles porte-parole officiels de la présidence. C'est le cas de Gilles Kepel qui, usant de sa toge de professeur pour mieux légitimer le flatteur qu'il est aussi devenu, fait dans la dithyrambe en vantant, excusez du peu, une visite sans précédent depuis l'indépendance et « la révolution culturelle » initiée par le président français à cette occasion. Et ce spécialiste du monde arabe et de l'islam de livrer son analyse de la situation qui prévaut en Algérie. « Il me semble, ajoute-t-il, qu'il y a aujourd'hui une volonté des dirigeants algériens d'arriver à présenter un projet de société à la jeunesse, parce que *même si le Hirak a été interrompu*, les ambitions, les volontés de transformation restent très présentes »³.

Scandaleuse et inacceptable formule qui ne serait pas tolérée dans le mémoire d'un-e-étudiant-e- de master. Par omission, elle falsifie l'histoire récente de ce mouvement populaire, qui a réuni des millions d'hommes et de femmes, et traite les réalités de la répression dont ils ont été victimes en chien crevé⁴.

Quant à la jeunesse algérienne, dont le taux de chômage est 26,9% pour les hommes entre 16 et 24 ans, et de 51% pour les femmes entre 20 et 24 ans⁵, elle sera certainement émue aux larmes lorsqu'elle apprendra, par la bouche savante de ce brillant visionnaire, que les autorités de leur pays travaillent d'arrache-pied à l'amélioration de leur situation économique et sociale, et entendent faire droit à leurs aspirations au changement. Inutile de revenir sur le rôle de celui qui a troqué les vestes en cuir, chères aux militants de l'OCI, pour les costumes du Parti socialiste et les ors de l'Élysée où il a conseillé François Hollande

puis E. Macron avec constance, il est désormais bien connu.

Tous prétendent œuvrer pour la République et l'histoire et, la main sur le cœur, ils se disent aussi « amis de l'Algérie ». Relativement à ce dernier pays, ils ne sont que les compagnons de route, sourds, aveugles et muets, d'un « système politico-militaire » – dicit E. Macron – autoritaire et corrompu⁶, qui se maintient au pouvoir par des moyens que les manifestant·e·s du Hirak dénoncent depuis des années au risque de leur liberté, et de leur intégrité physique et psychologique.

Sinistre mais très classique « trahison de clercs » que le pouvoir fascine et qui confondent les visites Potemkine, qu'on leur organise à grands frais, avec la réalité. Plus ils le servent, plus ils s'élèvent en habillant leurs reniements innombrables et les rets toujours plus nombreux de leur servitude volontaire des atours avantageux du sens des responsabilités, de l'efficacité et du réalisme.

Dynamique de l'asservissement personnel, intellectuel et politique sans fin que les hommes de Cour connaissaient fort bien. Dans des pages magistrales de finesse et de précisions sociologiques, politiques et psychologiques, La Bruyère en a analysé les ressorts et les conséquences délétères pour les courtisans et le monarque courtisé⁷. Autre régime, autres temps, assurément, mais sous des formes voisines cette dynamique demeure et continue d'exercer ses effets, efficaces et puissants. Il ne suffit pas d'avoir ses entrées au Château ; pour s'y maintenir et continuer d'y jouir d'honneurs et de rétributions symboliques variés : décorations, voyages et dîners officiels, missions et rapports divers, il faut conserver les bonnes grâces du Maître et le servir encore et encore, quoi qu'il en coûte. Servir, dans ces conditions, c'est s'asservir toujours plus étroitement au joug de ce dernier. Après d'autres convertis et parvenus, passés du col mao au Rotary⁸, qui s'enorgueillissent de leur opportunisme et de leur rapide ascension, les empressés précités en font la démonstration renouvelée.

« Histoire commune » ; tel est le syntagme et la doxa depuis longtemps forgés au sommet de l'État, validés par certains historien·ne·s souples ou distraits, puis diffusés par de nombreux journalistes qui vont répétant cette antienne sans jamais interroger ses présupposés et les représentations qu'elle véhicule. Travestissement de l'histoire destiné à faire croire que les parties en présence, la France et l'Algérie, furent libres et égales, et que d'un commun accord, elles ont ainsi décidé de cheminer ensemble. De 1830 à 1962, rien n'est plus faux et l'énormité du mensonge ne laisse pas d'étonner.

À preuve, la résistance acharnée dirigée par l'Emir Abd el-Kader, les insurrections diverses qui ont eu lieu pour tenter d'abattre la domination coloniale de l'Hexagone puis de trois Républiques jusqu'à l'indépendance, arrachée dans les terribles conditions que l'on sait. *Histoire imposée*, bien plutôt, par les colonnes infernales de Bugeaud qui a ravagé l'ancienne régence d'Alger en y menant une guerre totale au cours de laquelle d'innombrables crimes de guerre et crimes contre l'humanité furent commis. Une catastrophe économique, sociale, démographique et culturelle pour le pays et les populations « indigènes ». Même Tocqueville, farouche partisan de la conquête et de la colonisation de l'Algérie, y compris par des moyens extrêmes : destructions de villes et de villages, déportations des hommes sans arme, des femmes et des enfants, razzias des cultures et du bétail⁹, en convient.

La citation placée en exergue l'atteste. Histoire imposée, encore et toujours, par les massacres qui débutent le 8 mai 1945 à Sétif, Guelma et Kherrata, et se prolongent jusqu'à l'été. Bilan : entre 20 et 30 000 victimes, arrêtées, torturées et exécutées sommairement

pour noyer dans la terreur et le sang les velléités d'indépendance des Algériens et signifier aux autres colonisé-e-s que tel sera aussi leur sort s'ils s'avisent de s'engager à leur tour dans cette voie.

Quant à la formule : « une histoire d'amour avec sa part de tragique », elle ajoute au mensonge l'obscénité d'une proposition élaborée pour tenter de satisfaire les nombreux adeptes des prétendus « bienfaits » de la colonisation. Adeptes qui vont des extrêmes droites jusqu'à une certaine gauche socialiste en passant par Les Républicains et quelques historiens¹⁰ qui badigeonnent l'ensemble d'un vernis académique destiné à renforcer sa crédibilité. Si les termes sont sans doute jupitériens, ils ne sauraient cacher une opinion des plus convenues qui se livre à mots couverts et de façon subliminale. Juridiquement établie depuis 2005¹¹, par une majorité UMP toujours plus sensible aux discours frontistes de l'époque, cette opinion prospère sur la dénégation et l'euphémisation.

La rhétorique fallacieuse de ses défenseurs peut être ainsi résumée : oui certains méfaits, jamais qualifiés de façon précise, ont été commis au cours de « l'aventure coloniale » *mais* nul ne saurait oublier que ses initiateurs et leurs successeurs furent animés de sentiments purs – l'amour donc – et de nobles intentions : apporter les beautés immarcescibles de la civilisation française à des peuples qui en étaient jusque-là privés. Brandissant son jeune âge comme une preuve d'objectivité et d'indépendance par rapport au passé colonial de la France en Algérie, sous couvert d'audace et de liberté surjouées par lui-même et ceux qui le soutiennent, E. Macron demeure le moderne ventriloque d'un vieux discours impérial-républicain remis au goût du jour et amendé pour les besoins de sa cause.

Son voyage le confirme : les rapports qu'il entretient avec l'histoire coloniale sont purement instrumentaux parce qu'ils sont déterminés par des considérations politiques et/ou diplomatiques. Pour lui, Clio n'est qu'une variable d'ajustement et une ressource parmi d'autres soumise à exploitation et à torsions multiples afin de satisfaire des électeurs et des interlocuteurs divers. Qu'importent l'entêtement des faits, la vérité et les travaux innombrables, français, algériens et autres qui, depuis longtemps parfois, les ont documentés et analysés en mobilisant plusieurs disciplines comme l'histoire, la sociologie, le droit, la philosophie, les sciences politiques et la psychanalyse, notamment. C'est pourquoi, en dépit de « petits pas » effectués par le président français, salués avec enthousiasme par les coryphées qui l'entourent, ses déclarations demeurent partielles et partiales, et laissent toujours dans l'ombre des réalités qu'il se refuse à nommer et à reconnaître de façon précise.

En témoigne la fable macronienne élaborée à l'occasion du sixième anniversaire des massacres des Algériens, le 17 octobre 1961 à Paris et dans les quartiers populaires de la région parisienne, qui, répondant à l'appel du FLN, s'étaient rassemblés pacifiquement pour protester contre le couvre-feu raciste qui leur était imposé par les autorités policières et le gouvernement. De multiples ouvrages français et étrangers ont établi la *responsabilité de l'État*, lequel a donné carte blanche au préfet Papon puis l'a couvert en forgeant un mensonge officiel destiné à occulter le crime d'État qui venait d'avoir lieu. Sans importance aux yeux de Macron qui prétend regarder « l'histoire en face » lors même qu'il est frappé d'un strabisme divergent ou convergent, peu importe, qui le prive d'une vision précise et complète. De là, un récit abracadabrant qui, avec le soutien de divers historiens-conseillers, impute au seul M. Papon la responsabilité de ces massacres.

Si les recherches relatives à la conquête et à la colonisation de l'Algérie pendant 132 ans doivent évidemment se poursuivre, suggérer qu'il est indispensable de mettre en place une commission composée d'historiens hexagonaux et algériens pour établir les faits relève

d'une mauvaise foi confondante et de l'esquive. Une fois encore, cette dernière est destinée à repousser la reconnaissance indispensable des crimes de guerre et des crimes contre l'humanité commis par la France. Que le président A. Tebboune soutienne une telle proposition est parfaitement compréhensible : la défense des intérêts de l'Algérie, absolument distincts de ceux du peuple algérien, et celle de la raison d'État expliquent cette mansuétude commandée par les circonstances.

Sur les hauteurs d'Alger, au palais d'El Mourabia comme à l'Elysée, le souci de la vérité et de l'histoire est parfaitement secondaire. On exhibe ces dernières si nécessaire pour les ranger aux magasins des accessoires inutiles et encombrants lorsque la conjoncture vient à changer. Tous en ont fait la démonstration convaincante. Que des Français, amoureux supposés de Clio, applaudissent et pour certains d'entre eux s'apprêtent, selon toute vraisemblance, à diriger la dite commission de ce côté-là de la Méditerranée, cela confirme les analyses exposées plus haut. Pauvre histoire outragée par ceux-là mêmes qui prétendent la défendre.

« Ce ne sont pas les informations qui nous font défaut. Ce qui [leur] manque, c'est le courage de comprendre ce que nous savons et d'en tirer les conséquences »¹², écrit fort justement S. Lindqvist dans un ouvrage consacré aux ravages de l'impérialisme européen. D'anciennes puissances coloniales du Vieux continent – l'Allemagne, la Grande-Bretagne, l'Italie et la Belgique dernièrement – auxquelles s'ajoutent les États-Unis, la Nouvelle-Zélande, l'Australie et le Canada ont reconnu les crimes perpétrés au cours de leur histoire respective, dans leurs possessions ultra-marines ou sur leur propre territoire.

Ces reconnaissances officielles ont été parfois complétées par des réparations financières accordées aux victimes ou à leurs descendants. Plus encore, des dispositions, adoptées « à Chicago, à Los Angeles, à Cleveland, à Atlanta, à Baltimore, à New-York » et dans d'autres villes états-uniennes, obligent entreprises, banques et assurances désireuses de conclure des marchés publics à révéler si elles ont bénéficié de la traite négrière. C'est ainsi que les établissements suivants : JP Morgan Chase, Lehman Brothers et Bank of America, par exemple, ont été contraints de « reconnaître leur passé esclavagiste » et de « mettre en place des programmes de réparations »¹³.

Que la France, ses dirigeants et certains de ses historiens sont courageux, admirables et lucides et, pour ces derniers, absolument fidèles aux exigences de leur discipline, lorsqu'on s'en tient aux douces et naturelles frontières de l'Hexagone. Admirable spectacle. Pour les amoureux transis de la mythologie nationale-républicaine, il confirme le destin à nul autre pareil de ce pays d'exception. Observés d'ailleurs, les mêmes se révèlent pusillanimes, opportunistes et pour partie aveugle cependant que la contrée qu'ils prétendent servir est, comparativement aux États précités, non un exemple à suivre mais un contre-modèle dont ils devraient rougir s'ils le pouvaient encore.

Député-e-s de la Nupes encore un effort ! Déposez au plus vite une proposition de loi relative à la reconnaissance par l'État des crimes de guerre et des crimes contre l'humanité commis par la France en Algérie et dans les autres régions de l'empire, quel que soit leur statut aujourd'hui puisque cela concerne des États indépendants mais aussi la Guyane, les Antilles, la Réunion et la Nouvelle-Calédonie, entre autres. Vous ajouterez que cette histoire sera incluse dans tous les manuels et enseignée dans les établissements scolaires et les universités. Enfin, un article de cette même proposition de loi précisera que l'État s'engage, dans un délai raisonnable, à construire un musée national d'histoire de l'esclavage et de la colonisation. La justice et la vérité l'exigent.

De même d'innombrables étrangers et Français-e-s, peu importe, dont la destinée familiale et personnelle a été parfois ravagée par ces crimes qui les affectent d'autant plus qu'ils sont toujours victimes de discriminations mémorielles et commémorielles persistantes et inadmissibles. En agissant ainsi, vous ferez également droit aux revendications défendues depuis plus de trente ans par de nombreuses associations, et collectifs nationaux et locaux.

références

références

- ↑1 Juillet 2022, communiqué d'Amnesty international qui dénombrait alors 266 prisonniers d'opinion. Cette situation est également dénoncée par la Ligue algérienne pour la défense des droits de l'homme.
- ↑2 Selon le classement établi par cette ONG, l'Algérie est au 134^{ème} rang en ce domaine. K. Kebir estime que la liberté des journalistes « n'a jamais été aussi malmenée. » Entretien à *Télérama*, 3 mai 2022.
- ↑3 TSA, entretien du 30 août 2022. (Souligné par nous.)
- ↑4 Cf. *Hirak en Algérie. L'Invention d'un soulèvement*, sous la dir. de O. Benderra, Fr. Gèze, R. Lebджаoui, et S. Mellah, Paris, La Fabrique, 2020.
- ↑5 Une étude du FMI, publiée au mois de mai de cette année, estime que le taux de chômage pour l'ensemble de la population sera de 14,86% en 2022 et de 19% en 2026.
- ↑6 Selon le rapport de l'ONG *Transparency international*, rendu public en janvier 2022, l'Algérie recule de la 104^{ème} à la 117^{ème} place. L'Association algérienne de lutte contre la corruption (AACC) note également que « la réalité ne reflète aucun progrès et nous renvoie plutôt l'image d'un désastre. »
« Un homme qui sait la cour est maître de son geste, de ses yeux et de son visage, (...) il dissimule les mauvais offices, sourit à ses ennemis, contraint son humeur, déguise ses passions, dément son cœur, parle, agit contre ses sentiments. Tout ce grand raffinement n'est qu'un vice, que l'on appelle fausseté. » La Bruyère, *Les Caractères*, Paris, GF-Flammarion, 1994, p. 202.
- ↑8 G. Hocquenghem, *Lettre ouverte à ceux qui sont passés du col mao au rotary*, Marseille, Agone, 2014.
- ↑9 Cf., notre ouvrage : *Coloniser. Exterminer. Sur la guerre et l'Etat colonial*, Paris, Fayard, 2005.
https://www.academia.edu/17107015/Coloniser_Exterminer_Sur_la_guerre_et_lEtat_colonial_Fayard_2005_Introduction_et_table_des_mati%C3%A8res
- ↑10 Pour G. Pervillé, par exemple, la France a laissé en Algérie « une œuvre considérable, dont les vestiges matériels encore visibles continuent de susciter l'admiration. » *Pour une histoire de la guerre d'Algérie*, Paris, Picard, 2002, p. 317. Depuis, le vaste chœur des louangeurs s'est enrichi de nombreuses personnalités comme A. Finkielkraut, P. Bruckner et P. Nora, entre autres.
- ↑11 Cf. la loi scélérate du 23 février 2005, jamais abolie, qui officialise une interprétation apologétique de la colonisation française en Algérie et dans l'ensemble de l'empire.
- ↑12 S. Lindqvist, *Exterminez toutes ces brutes. L'odyssée d'un homme au cœur de la nuit et les origines du génocide européen*, Paris, Le Serpent à Plumes, 1998, p. 17. (Souligné par nous.)
- ↑13 L-G. Tin, *De l'esclavage aux réparations, les textes clés d'hier et d'aujourd'hui*, Paris, Les Petits Matins, 2013, p. 183-184.